

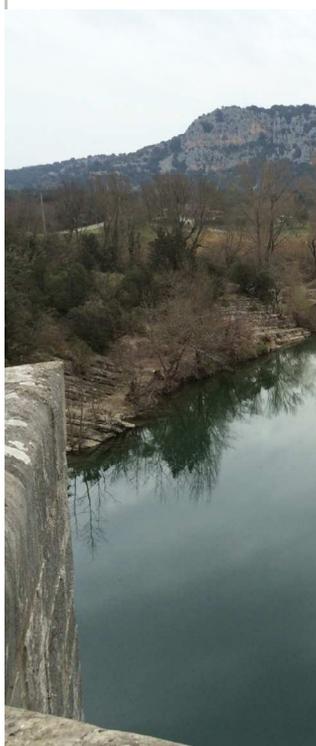


Département de l'*Hérault*

Commune de *Brissac*

Élaboration du *Plan Local d'Urbanisme*

plu



# 5a1. Liste des Servitudes d'Utilité Publique

Document arrêté - Septembre 2016

agence  
Robin &  
Carbonneau

Entre Béton  
Et Nuages



# Liste des Servitudes d'Utilité Publique

Code	Nom officiel de la servitude	Détail de la servitude	Texte législatif ou acte instaurant la servitude	Service gestionnaire
AC1	Périmètres de protection des Monuments Historiques classés ou inscrits.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pont de Saint-Etienne d'Issensac : classé au monument historique</li> <li>Église de Brissac : classé monument historique</li> <li>Chapelle de Saint-Etienne d'Issensac : classé monument historique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Arrêté du 4 novembre 1948</li> <li>Arrêté du 11 juin 1907</li> <li>Arrêté du 20 septembre 1945</li> </ul>	<p>Service Départementale de l'Architecture et du Patrimoine</p> <p>Hôtel de Grave 5 rue Salle-l'Évêque 34000 MONTPELLIER</p>
AC2	Périmètre de protection des sites classés ou inscrits.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Gorges de l'Hérault : site classé</li> <li>Ensemble formé par le château, le par et leurs abords : site inscrit</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Décret du 22 février 2001</li> <li>Arrêté du 20 mai 1976</li> </ul>	<p>Service Départementale de l'Architecture et du Patrimoine</p> <p>Hôtel de Grave 5 rue Salle-l'Évêque 34000 MONTPELLIER</p>
AS1	Protection des eaux potables	<ul style="list-style-type: none"> <li>Forage du Frouzet : périmètre de protection rapproché et éloignée</li> <li>Forage Fontaine Chaude : périmètre de protection éloignée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>DUP du 31 mars 1982</li> <li>DUP du 31 mars 1982</li> </ul>	<p>Agence Régionale de la Santé - Délégation Territoriale de l'Hérault</p> <p>28 Parc Club du Millénaire 1025 rue Henri Becquerel - CS 3001 34067 MONTPELLIER CEDEX 2</p>
PM1	Servitude résultant des plans d'exposition aux risques naturel prévisibles	<ul style="list-style-type: none"> <li>Plan de Prévention des Risques d'inondation « Haute Vallée de l'Hérault Nord »</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>PPRI Approuvé le 03 août 2007</li> </ul>	<p>Direction Départementale des Territoires et de la Mer - SERT / Risques</p> <p>181 Place Ernest Granier 34064 MONTPELLIER CEDEX 2</p>

HT./T1

MINISTÈRE  
DE

L'ÉDUCATION NATIONALE.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DE L'ARCHITECTURE.

MONUMENTS HISTORIQUES.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

# Arrêté.

Le Ministre de l'Éducation nationale,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques, et le décret du 18 mars 1924 déterminant les conditions d'application de ladite loi;

Vu l'avis de la Commission des Monuments historiques en date du 9 décembre 1943;

Vu la délibération en date du 13 mai <sup>1943</sup> ~~1944~~ du Conseil général de l'Hérault portant adhésion au classement;

Arrête :

Article premier.

Le Pont de saint-Etienne d'Issensac, à  
BRISSAC (Hérault),

est classé parmi les monuments historiques.

Art. 2.

Le présent arrêté sera transcrit au Bureau des  
Hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 3.

Il sera notifié au Préfet du département d e .....  
1<sup>er</sup> HERAULT, propriétaire,  
et au Maire de la commune d e BRICSAC

..... qui  
seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son  
exécution.

Paris, le 4 NOVE 1948 194

*Lunel*

Signé: Doussard

MINISTÈRE  
DE  
L'ÉDUCATION NATIONALE.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DE L'ARCHITECTURE.

MONUMENTS HISTORIQUES.

Service de Recensement  
des Monuments de la France

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

# Arrêté.

Le Ministre de l'Éducation nationale,

*Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments  
historiques, et le décret du 18 mars 1924 déterminant  
les conditions d'application de ladite loi;*

*Vu l'avis de la Commission des Monuments  
historiques en date du 22 Juin 1945*

*Vu la délibération en date du 13 Juin 1944  
du Conseil Municipal de la commune de BRISSAC, pro-  
priétaire, portant adhésion au classement.*

Arrête :

*Article premier.*

*Le chapelle de St Etienne d'Isseneac à BRISSAC  
(Hérault),*

*est classé e ..... parmi les monuments historiques.*

Art. 2.

Le présent arrêté sera transcrit au Bureau des  
hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 3.

Il sera notifié au Préfet du département d. e

L'HERAULT

et au Maire de la commune d. e BRISSAC

..... qui  
seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son  
exécution.

Paris, le 24 SEPT 1945 194

Par Délégation

Le Directeur Général de l'Architecture





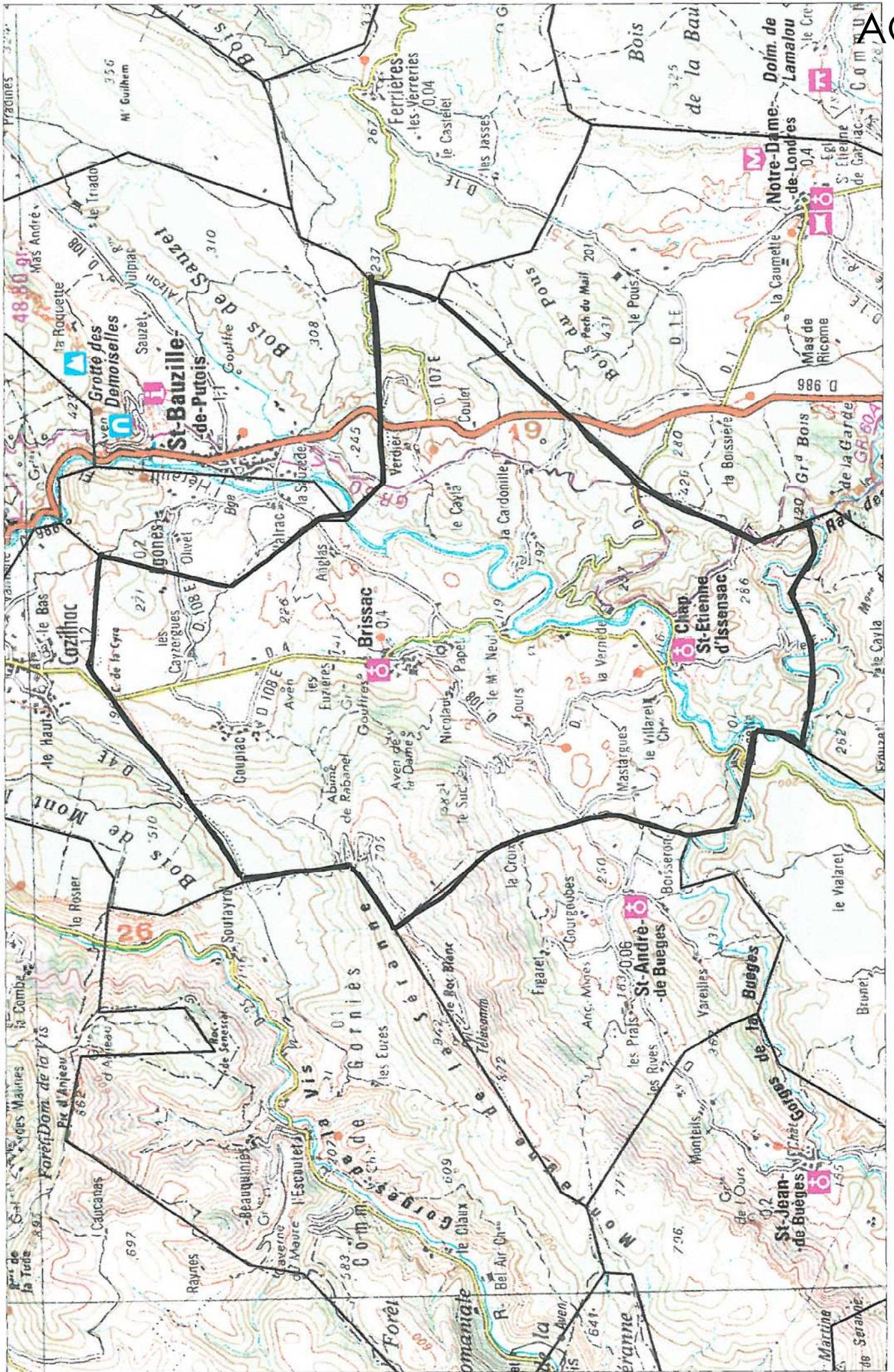


Art. 2

Le présent arrêté sera notifié au Préfet  
du département de l'Herault, ©  
au Maire de la commune de Trévies  
et au représentant de l'établissement intéressé, qui  
seront responsables, chacun en ce qui le concerne,  
de son exécution.

Paris, le 11 Juin 1907.





MINISTERE DE L'AMENAGEMENT  
DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT

N° NOR ATE N 01 9 00 1 2 D

DECRET du 22 FEV. 2001



Ampliation certifiée conforme  
pour le Secrétaire Général du Gouvernement

portant classement parmi les sites du département de l'Hérault  
des communes de l'Hérault sur le territoire des communes d'Aniane,  
Argeilers, Brissac, Causse-de-la-Selle, Notre-Dame-de-Londres, Puéchabon,  
Saint-Guilhem-le-Désert, Saint-Jean-de-Fos et Saint-Martin-de-Londres

Sur le rapport de la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 341-1 à L. 341-6 ;

Vu le décret n° 69-607 du 13 juin 1969 portant application des articles 4 et 5-1 de la loi  
modifiée du 2 mai 1930 sur la protection des sites ;

Vu la liste de 1840 portant classement parmi les monuments historiques de l'église et des  
parties subsistantes du cloître de l'ancienne abbaye de Gellone à Saint-Guilhem-le-Désert ;

Vu le décret en date du 25 septembre 1992 portant classement parmi les sites du département  
de l'Hérault des abords du village de Saint-Guilhem-le-Désert et du cirque de l'Infernèt ;

Vu l'arrêté du ministre de l'instruction publique et des Beaux-arts en date du 13 février 1926  
portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques des restes de  
l'église Saint-Laurent à Saint-Guilhem-le-Désert ;

Vu l'arrêté du sous-secrétaire d'Etat de l'enseignement technique et des Beaux-arts en date du  
9 juillet 1926 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques  
de l'ancien moulin de l'abbaye situé sur les bords de l'Hérault à Saint-Guilhem-le-Désert ;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale en date du 4 mai 1937 portant inscription à  
l'inventaire des sites dont la conservation présente un intérêt général du site de Saint-  
Guilhem-le-Désert ;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale en date du 4 mai 1937 portant inscription à  
l'inventaire des sites dont la conservation présente un intérêt général de l'ensemble formé, à  
Saint-Guilhem-le-Désert, par le ponceau et la chute de Verdus ;

Section AV :

- chemin départemental n° 4 du Causse-de-la-Selle à Ganges ;
- limite entre d'une part, les lieux-dits « Les Escottes », « La Fournaque », « Le Travers d'Hérault » et « Les Boutes » et d'autre part, les lieux-dits « La Bruyère », « les Plans Neufs », « Nicouveau » et « Plaine d'Anglas » ;
- limite entre les communes de Brissac et Saint-Bauzille-de-Putois ;
- limite entre les sections AV et AW (voie communale n° 49) ;
- ancien chemin de Ganges à Montpellier.

Section AT :

- ancien chemin de Montpellier à Ganges ;
- chemin départemental n° 1 de Saint-André-de-Buèges à Notre-Dame-de-Londres ;
- ligne droite fictive allant du chemin départemental n° 1 de Saint-André-de-Buèges à Notre-Dame-de-Londres, à l'endroit où il rencontre le chemin rural n° 23 bis de la Combe des Muriers, à un point situé sur la limite entre les communes de Brissac et Notre-Dame-de-Londres, à 250 mètres de l'angle Sud-Est de la parcelle n° 39 ;
- limite entre les communes de Brissac et Notre-Dame-de-Londres, vers l'Est.

## 2) COMMUNE DE NOTRE-DAME-DE-LONDRES

Section D1 :

- limite entre d'une part, les lieux-dits « Combe d'Escary » et « Grand-Bosc de la Garde » et d'autre part le lieu-dit « Grand-Bosc de la Boissière » ;
- limite entre d'une part la parcelle n° 135 et d'autre part les parcelles n°s 164, 174 et 173 ;
- traversée du ruisseau ;
- route nationale n° 586 de Montpellier à Ganges, vers le Sud.

Section D2 :

- chemin départemental n° 3 de Montpellier à Ganges ;
- limite entre d'une part les parcelles n°s 178 et 46 et d'autre part les parcelles n°s 215, 214, 216 et 45 ;
- ligne droite fictive allant de l'angle Nord-Ouest de la parcelle n° 45 à l'angle Nord-Est de la parcelle n° 92 et traversant l'ancien chemin de Montpellier à Ganges et la parcelle n° 93 ;
- limite entre d'une part les parcelles n°s 93, 41 et 40 et d'autre part les parcelles n°s 94, 95 et 96 ;
- limite des communes de Notre-Dame-de-Londres et Saint-Martin-de-Londres, vers l'Ouest.

## 3) COMMUNE DE SAINT-MARTIN-DE-LONDRES

Section A6 :

- limite entre d'une part les parcelles n°s 806 et 356 et d'autre part les parcelles n°s 807, 808, 809, 853, 754 et 611 ;
- chemin départemental n° 22 de Causse-de-la-Selle, vers le Nord.

## République Française

SECRETARIAT D'ETAT A LA CULTURE

Direction de l'Architecture

## A R R E T E

Le Secrétaire d'Etat à la Culture

- VU la loi du 2 mai 1930 réorganisant la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, modifiée par la loi n° 67.1174 du 28 décembre 1967 ;
- VU le décret n° 69.607 du 13 juin 1969 portant application des articles 4 et 5.1 de la loi du 2 mai 1930 sur la protection des sites ;
- VU la loi du 12 avril 1943 portant réglementation de la publicité et des enseignes et notamment les articles 5 et 9 ;
- VU le décret du 9 février 1968 portant application du décret du 7 février 1959 modifié relatif au camping et notamment les articles 2 et 6 ;
- VU le décret n° 72.37 du 11 janvier 1972 relatif au stationnement des caravanes et notamment les articles 3, 7, 9 et 10 ;
- VU le décret n° 70.288 du 31 mars 1970 relatif à la composition et au fonctionnement des commissions départementales et supérieures des sites ;
- VU l'avis émis le 22 février 1975 par le conseil municipal de BRISSAC ;
- VU la délibération du 25 mars 1975 de la commission des sites perspectives et paysages du département de l'Hérault ;

## A R R E T E :

ARTICLE 1er - Est inscrit sur l'inventaire des sites pittoresques du département de l'Hérault l'ensemble formé sur la commune de BRISSAC par le château, le parc municipal et leurs abords et délimité comme suit en partant du nord et dans le sens des aiguilles d'une montre :

- le chemin de Lafous (limite des sections AM/AL)
- l'avenue de GANGES
- le chemin départemental n° 4 du CAUSSE DE LA SELLE à GANGES

- le ravin du BRUYEROL
- le ruisseau du BRUYEROL
- le chemin de Service
- le ruisseau du Pont de Calixte
- le chemin du Suc à Brissac (limite des sections AO/AN)
- la limite des sections AM/AN jusqu'au chemin de Lafous (point de départ).

ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera notifié au Préfet du département de l'Hérault et au Maire de la commune de BRISSAC qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne de son exécution.

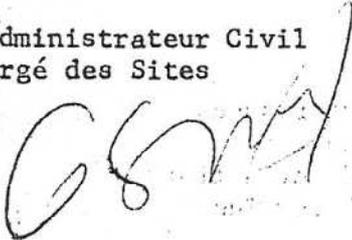
Fait à PARIS, le 20 mai 1976,

Pour le Secrétaire d'Etat et par délégation  
Pour le Directeur de l'Architecture  
le Directeur Adjoint

Signé : Raymond BOCQUET

Pour ampliation

L'Administrateur Civil  
chargé des Sites



Gilbert SIMON



**PRÉFECTURE  
DE L'HERAULT**

**SOUS-PREFECTURE  
DE MONTPELLIER-CAMPAGNE**

38, Rue Proudhon  
34000 MONTPELLIER

Téléphone : 72.45.81  
72.45.82

**N/REFER. : LCA / LV :**

**ARRETE N° 82/42**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Montpellier, le

enregistrée cahier

**- SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADUCTION D'EAU POTABLE  
DE LA REGION DU PIC ST-LOUP, Forage du FROUJET -**

**- COMMUNE DE ST-MARTIN-de-LONDRES -**

**/ ARRETE PREFECTORAL /**

declarent d'utilité publique le projet de  
travaux d'alimentation en eau potable, de  
dérivation d'eau souterraine et d'établissement  
de périmètres de protection du captage.

LE PREFET DE LA REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON  
PREFET de L'HERAULT,

- VU Le Code des Communes,
- VU Le Code de L'Expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles f. 11.1 à L 11.18, R 11.5 à R 11.31,
- VU Le Code Rural, notamment son article 118,
- VU Le Code de La Santé Publique, notamment ses articles L 80 et L 80.1,
- VU Le Code de L'Environnement,
- VU Le décret n° 61.859 du 1er août 1961 modifié et complété par le décret n° 67-1093 du 13 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pris pour l'application de L'article L 80 du Code de La Santé Publique,
- VU Le décret n° 73-218 du 25 février 1973 portant application des articles 2 et 6-1 de La loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à l'allocation des eaux et à La lutte contre La pollution et les textes pris pour son application,
- VU La délibération du Comité Syndical du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'eau potable de La Région du Pic St-Loup, en date du 28 mars 1980 demandant l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux du forage du FROUJET, Commune de ST-MARTIN-de-LONDRES, de La fixation des périmètres de protection de cet ouvrage et prenant l'engagement d'indemniser les divers usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par La dérivation demandée,
- VU L'arrêté préfectoral en date du 16 mars 1981 portant ouverture de l'enquête préalable à ladite déclaration d'utilité publique dans les communes de : ST-MARTIN-de-LONDRES, BRISSAC, CAZEVIEILLE, CLARET, FERRIERES-LES-VERRIERES, LAURET, MAS-de-LONDRES, NOTRE-Dame-de LONDRES, LES MATELLES, LE ROUET.

- 2 -

- VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé du 13 avril 1981 au 6 mai 1981 dans les communes susvisées,
- VU l'avis favorable du Commissaire-Enquêteur,
- VU les avis du Conseil Départemental d'Hygiène de L'Hérault en date des 25 octobre et 11 décembre 1979,
- VU l'avis de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture en date du 29 décembre 1981 sur les résultats de l'enquête,

A R R E T E :

ARTICLE 1 :

Sont déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre par le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau du Pic St-Loup.

ARTICLE 2 :

Le Syndicat du Pic St-Loup est autorisé à dériver un débit de 100 M3/ au lieu-dit "LE FROUZET". Le volume journalier prélevé ne pourra excéder 1.950 M3/jour.

ARTICLE 3 :

Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier fixés à l'article 2, ainsi que les appareils de contrôle devront être soumis par le Syndicat du Pic St-Loup à l'agrément de l'Ingénieur en Chef, Directeur Départemental de l'Agriculture. Le Syndicat du Pic St-Loup installera, entretiendra et exploitera à ses frais, dans un ou des locaux accessibles, tous appareils nécessaires :

- au contrôle des débits et des quantités d'eau prélevés,
- au suivi de l'évolution de la nappe.

ARTICLE 4 :

Conformément à l'engagement pris par le Comité du Syndicat du Pic St-Loup, dans sa délibération du 28 mars 1980, le Syndicat devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

ARTICLE 5 :

Sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires en vigueur les déversements, jets, dépôts directs ou indirects d'eau ou de matières, il sera établi autour de l'ouvrage de captage :

- un périmètre de protection immédiate,
- un périmètre de protection rapprochée,
- un périmètre de protection éloignée.

.../...

- 3 -

### Périmètres de protection

Suivant rapport en date de Juillet 1979, le géologue officiel a établi 3 périmètres de protection autour de la zone des forages du Frouzet :

#### 1- Périmètre de protection immédiate :

Il sera centré sur le forage d'exploitation et sera constitué par un carré ayant un côté de 50 m minimum.

Il sera acquis en toute propriété par le Syndicat et clôturé. Tout dépôt, culture ou plantation, y seront formellement interdits. Les ouvrages (forages d'exploitation, piézomètres) seront protégés contre les eaux de surface et les crues du Lamalou en particulier.

#### 2- Périmètre de protection rapprochée :

Ce périmètre est défini sur le plan au 1/25 000 joint au rapport hydrogéologique (figure 3). A l'intérieur de cette zone, tous dépôts d'ordures et de produits toxiques, toutes constructions ainsi que le camping y seront formellement interdits.

#### 3- Périmètre de protection éloignée :

Il est défini sur la carte jointe au rapport hydrogéologique (figure 4). Dans ce périmètre, la réglementation suivante devra être respectée :

- Les dépôts de produits toxiques (produits chimiques, hydrocarbures) seront soumis impérativement à une autorisation préalable après enquête géologique ;
- Les projets de dépôts d'ordures ménagères et d'installations d'usines ou d'ateliers traitant ou rejetant des produits polluants feront l'objet d'un devis géologique préalable ;
- Les rejets d'assainissements individuels ou collectifs feront l'objet d'un avis géologique qui définira les conditions de rejet.

#### ARTICLE 6 :

Les installations existantes sur ces périmètres devront se mettre en accord avec la réglementation en vigueur et les nouvelles prescriptions indiquées à l'article 5 ci-dessus.

#### ARTICLE 7 :

Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge du Syndicat du Pic St-Loup, d'une part, notifié à chacun des propriétaires intéressés d'autre part, publié à la Conservation des Hypothèques du Département de l'Hérault.

#### ARTICLE 8 :

Les eaux distribuées à partir des installations de pompage devront répondre aux normes du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France.

.../...

- 4 -

ARTICLE 9 :

Le Président du Syndicat du Ple St-Loup est autorisé à acquiescer, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, en vertu de l'ordonnance N° 58-997 du 23 octobre 1958, les terrains nécessaires à la réalisation du projet.

ARTICLE 10 :

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations à effectuer pour l'exécution des travaux ne sont pas accomplies dans le délai de 5 ans à compter de ce jour.

ARTICLE 11 :

Il sera pourvu à la dépense au moyen de subventions et d'emprunts.

ARTICLE 12 :

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 pris pour l'application de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964.

ARTICLE 13 :

- Monsieur Le Secrétaire en Chef de la Sous-Préfecture de Montpellier Campagne,
- Monsieur Le Président du Syndicat du Ple St-Loup,
- MM. Les Maires de : ST-MARTIN-de-LONDRES, BRISSAC, CAZEVIEILLE, CLARET, FERRIERES-LES-VERRES, LAURET, MAS-de-LONDRES, NOTRE-dame-de-LONDRES, LE ROUET, et les MATELLES,
- Monsieur Le Directeur Départemental de l'Agriculture,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

POUR AMPLIATION,  
 L'Attaché Principal  
 Secrétaire en Chef,

Montpellier, le 31 MARS 1982

Pr. LE PREFET,  
 Le SOUS-PREFET,



Guy GRECK

Christian SAPEDE.



Périmètre de  
protection  
rapprochée

Fig. 3 - PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

CAPTAGE DU FROUZET



**PRÉFECTURE  
DE L'HERAULT**
**SOUS-PREFECTURE  
DE MONTPELLIER-CAMPAGNE**

 38, Rue Proudhon  
34000 MONTPELLIER

 Téléphone : 72.45.81  
72.45.82

**REF. : ICA/CM**
**ARRÊTÉ N° 82/44**
**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Montpellier, le

**COMMUNE DE SAINT ANDRÉ DE BURGES**

- ARRÊTÉ PRÉFECTORAL -

 déclarant d'utilité publique le projet  
de travaux d'alimentation en eau potable,  
de dérivation d'eau souterraine et d'éta-  
blissement de périmètres de protection  
du captage.

 LE PRÉFET DE LA REGION LANGUEDOC ROUSSILLON  
PRÉFET DE L'HERAULT

VU le Code des Communes,

 VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses  
articles L 11.1 à L 11.18, R 11.5 à R 11.31,

VU le Code rural, notamment son article 113,

VU le Code de la santé publique, notamment ses articles L 20 et L 20-1,

VU le Code de l'environnement

 VU le décret n° 61.839 du 1er août 1961 modifié et complété par le décret  
n° 67.1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publi-  
que pris pour l'application de l'article L 20 du Code de la Santé Publique,

 VU le décret n° 73.218 du 27 février 1973 portant application des articles  
2 et 6-1 de la loi n° 64.1243 du 16 décembre 1964 relative au régime et  
à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution et les textes  
pris pour son application,

 VU la délibération de la Commune de SAINT ANDRÉ DE BURGES en date du 10. sep-  
tembre 1980 demandant l'ouverture d'une enquête en vue de la dérivation  
des eaux souterraines et de la fixation du périmètre de protection.

.../...

- 2 -

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 mars 1981 portant ouverture de l'enquête préalable à ladite déclaration d'utilité publique dans les communes de SAINT ANDRE DE BUEGES et BISSAC,

VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé du 6 au 29 avril 1981 dans les communes susvisées,

VU l'avis favorable du Commissaire-Enquêteur,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène de l'Hérault en date du 31 juillet 1980,

VU l'avis de l'ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture du 17 août 1981 sur les résultats de l'enquête,

- A R R E T E -ARTICLE 1er -

Sont déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre par la commune de SAINT ANDRE DE BUEGES.

ARTICLE 2 -

La Commune de SAINT ANDRE DE BUEGES est autorisée à dériver un débit de 6 m<sup>3</sup>/h. Le volume journalier prélevé ne pourra excéder 40 m<sup>3</sup>.

ARTICLE 3 -

Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier fixés à l'article 2 précédent ainsi que les appareils de contrôle devront être soumis par la commune de SAINT ANDRE DE BUEGES à l'agrément de l'ingénieur en Chef, Directeur Départemental de l'Agriculture. La Commune de SAINT ANDRE DE BUEGES installera, entretiendra et exploitera à ses frais, dans un ou des locaux accessibles, tous appareils nécessaires au contrôle des débits et des quantités d'eau prélevés.

ARTICLE 4 -

Conformément à l'engagement pris par le conseil municipal de SAINT ANDRE DE BUEGES dans sa délibération du 30 septembre 1980, la commune devra indemniser les usagers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

\*\*\*/\*

- 3 -

ARTICLE 5 -

Sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires en vigueur concernant les déversements, jets, dépôts directs ou indirects d'eau ou de matières, il sera établi autour de l'ouvrage de captage :

- un périmètre de protection immédiate,
- un périmètre de protection rapprochée,
- un périmètre de protection éloignée,

Périmètre de protection immédiate -

Il aura 2 m par 2 m au minimum. Dans ce périmètre, le stockage ou le déversement de produits susceptibles de provoquer une pollution des eaux souterraines est interdit.

L'écoulement du fossé du chemin devra être détourné vers l'aval de la route, juste au dessus du captage. Les trois premiers mètres de la colonne de forage devront être étanchéifiés. Une courte pente étanche sera établie tout autour du captage.

Périmètre de protection rapprochée -

Tracé sur la carte au 1/25 000e jointe. Dans ce périmètre, la réalisation d'assainissement autonome sera soumise à enquête géologique et autorisation des autorités sanitaires.

Périmètre de protection éloignée -

Tracé sur la carte au 1/25 000e jointe. Les rejets résiduaires en "eau libre" seront, dans ce périmètre, soumis à l'avis des autorités sanitaires.

ARTICLE 6 -

Les installations existantes sur ces périmètres devront se mettre en accord avec la réglementation en vigueur et les nouvelles prescriptions indiquées à l'article 5 ci-dessus.

ARTICLE 7 -

Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge de la commune de SAINT ANDRE DE BUEGES, d'une part notifié à chacun des propriétaires intéressés, d'autre part, publié à la Conservation des Hypothèques du département de l'Hérault.

ARTICLE 8 -

Les eaux distribuées à partir des installations de pompage devront répondre aux normes du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France.

ARTICLE 9 -

Le Maire de SAINT ANDRE DE BUEGES est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, en vertu de l'ordonnance n° 56.997 du 23 octobre 1938, les terrains nécessaires à la réalisation du projet.

\*\*\*/\*\*

- 4 -

ARTICLE 10 -

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations à effectuer pour l'exécution des travaux ne sont pas accomplies dans le délai de 3 ans à compter de ce jour.

ARTICLE 11 -

Il sera prévu à la dépense au moyen de subventions et d'emprunts.

ARTICLE 12 -

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 3 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967 pris pour l'application de la loi n° 64.1243 du 16 décembre 1964.

ARTICLE 13 -

Mr le Secrétaire en Chef de la Sous-Préfecture de MONTPELLIER CAPTAGNE,  
 Mr le Maire de la Commune de SAINT ANTOINE DE BUEGES,  
 Mr le Maire de la commune de SAISSAC,  
 Mr le Directeur Départemental de l'Agriculture  
 sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 21/07/1982

Pour ampliation  
 l'Attaché principal  
 Secrétaire en Chef

Pr le PREFET  
 LE SOUS-PRÉFET



Guy GRECK

Christian SAFEDÉ

[retour](#)



voir Plan(s)

[retour](#)

## RISQUES NATURELS

### I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes résultant des plans d'exposition aux risques naturels prévisibles institués en vue, d'une part, de localiser, caractériser et prévoir les effets des risques naturels existants dans le souci notamment d'informer et de sensibiliser le public et, d'autre part, de définir les mesures et techniques de prévention nécessaires.

Loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes des catastrophes naturelles (art. 5-1).

Décret n° 84-328 du 3 mai 1984 relatif à l'élaboration des plans d'exposition aux risques naturels prévisibles.

Loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs.

Lettre-circulaire du 20 novembre 1984 relative aux conditions d'application du décret du 3 mai 1984.

Circulaire n° 88-67 du 20 juin 1988 relative aux risques naturels et au droit des sols.

Ministère chargé de l'environnement et de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs (direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques, délégation aux risques majeurs).

Ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer (direction de l'architecture et de l'urbanisme).

### II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

#### A. - PROCÉDURE

La procédure de création et de révision des plans d'exposition aux risques (P.E.R.) est prévue par le décret du 3 mai 1984 (art. 1<sup>er</sup>).

##### 1° Initiative

L'établissement et la révision des P.E.R. sont prescrits par arrêté du préfet du département. Lorsque le périmètre mis à l'étude s'étend sur plusieurs départements, l'arrêté est pris conjointement par les préfets de ces départements.

Les communes dont le territoire est inclus dans le périmètre sont saisies pour avis du projet d'arrêté. Passé le délai de deux mois, leur avis est réputé favorable.

Si un territoire homogène au point de vue des risques s'étend sur plusieurs communes, il est préférable, pour des questions de procédure, de prescrire un P.E.R. pour chacune des communes plutôt qu'un P.E.R. multicommunal. Dans ce cas, les études techniques devront être menées conjointement afin d'assurer « l'égalité de traitement ».

Le préfet du département désigne le service extérieur de l'Etat chargé d'élaborer le projet de P.E.R.

##### 2° Contenu du dossier

Le dossier de P.E.R. comprend un rapport de présentation qui tient lieu d'exposé des motifs pour l'institution de la servitude d'utilité publique que constitue le P.E.R., il énonce les caractéristiques des risques naturels prévisibles étudiés et en précise la localisation sur le territoire communal. Le rapport de présentation doit, en outre, justifier les sectorisations des documents graphiques et les prescriptions du règlement, compte tenu de l'importance des risques et des occupations et utilisations du sol.

Le dossier comprend aussi des documents graphiques qui doivent faire apparaître les différentes zones et sous-zones à l'intérieur desquelles s'appliquent les dispositions réglementaires des P.E.R. L'article 5 du décret du 3 mai 1984 distingue trois catégories de zones en raison de l'importance du risque et de la vulnérabilité des biens existants et futurs :

- *zone rouge*, ou zone très exposée pour laquelle la probabilité d'occurrence du risque et la forte intensité de ses effets prévisibles sont telles qu'il n'existe pas de mesure de prévention économiquement opportune autre que l'inconstructibilité ;

- *zone bleue*, ou zone moyennement exposée pour laquelle la probabilité d'occurrence du risque et l'intensité de ses effets prévisibles, moins importants, permettent d'y autoriser certaines occupations et utilisations du sol sous condition de respecter certaines prescriptions. La zone bleue est donc définie de telle sorte que le risque et ses conséquences y soient acceptables moyennant le respect de ces prescriptions ;

- *zone blanche*, ou zone réputée non exposée, pour laquelle l'occurrence du risque et l'intensité de ses effets prévisibles y sont négligeables.

Le dossier comprend enfin un règlement qui détermine les occupations ou utilisations du sol qui sont interdites dans chacune des zones rouge et bleue. De même c'est pour la zone bleue qu'il détermine les mesures de nature à prévenir les risques, à en réduire les conséquences ou à les rendre supportables à l'égard des biens et des activités (art. 6 du décret n° 84-328 du 3 mai 1984).

### 3° Consultation des communes

Il y a consultation de la (ou des) commune(s) avant la prescription du plan d'exposition aux risques (P.E.R.) par arrêté préfectoral.

Les communes dont le territoire est concerné par le périmètre mis à l'étude sont à nouveau consultées pour avis sur le projet d'arrêté. L'avis des conseils municipaux doit intervenir dans un délai de deux mois au terme duquel cet avis est réputé favorable. Le dossier soumis à avis comprend : le projet d'arrêté, le plan délimitant le périmètre de l'étude, un rapport sommaire justificatif.

Le préfet du département statue sur les avis donnés et le projet est arrêté par lui ou conjointement par les préfets si plusieurs départements sont concernés, éventuellement amendé pour tenir compte des avis.

### 4° Enquête publique

Le préfet du département prescrit par arrêté l'enquête publique du P.E.R. Cette enquête se déroule dans les formes prévues par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique (il s'agit de l'enquête publique de droit commun de l'article R. 11-4 du code de l'expropriation). Il appartient au préfet de désigner le commissaire enquêteur ou les membres de la commission d'enquête dont la rémunération sera imputée sur les crédits ouverts pour l'élaboration des P.E.R.

Par un souci d'efficacité, le P.E.R. peut être rendu public et soumis à enquête publique par le même arrêté ; en outre, lorsqu'un document d'urbanisme ou une opération, concerné par le projet de P.E.R., doit être soumis à enquête publique, il conviendra de favoriser la simultanéité de ces deux enquêtes.

A l'issue de l'enquête publique, le projet de plan accompagné des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête est soumis pour avis aux conseils municipaux concernés. Leur avis doit intervenir dans un délai de deux mois au terme duquel il est réputé favorable.

### 5° L'approbation

Le plan d'exposition aux risques naturels prévisibles, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête publique et des avis des conseils municipaux, est approuvé par arrêté du ou des préfets de département.

En cas d'avis défavorable du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ou encore d'un conseil municipal, le plan est approuvé par décret en Conseil d'Etat après avis du délégué aux risques majeurs.

## B. - INDEMNISATION

Aucune indemnité n'est prévue compte tenu de la portée de cette servitude, celle-ci permettant en effet de faire bénéficier des garanties ouvertes en matière d'assurance par la loi du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des propriétaires victimes des catastrophes naturelles.

Cependant, l'exécution des mesures prévues par les P.E.R., concernant les constructions et installations existantes antérieurement à la publication de l'acte approuvant le plan, ne peuvent entraîner un coût supérieur à 10 p. 100 de la valeur vénale des biens concernés. Dans le cas où la totalité des mesures entraînerait un coût supérieur à cette valeur, il y a lieu d'étudier l'efficacité des mesures partielles et éventuellement de prescrire que celles-ci ne constituent pas une obligation, pour pouvoir continuer à bénéficier des garanties en cas de survenance d'une catastrophe naturelle.

## C. - PUBLICITÉ

Publication de l'arrêté préfectoral de prescription du plan d'exposition aux risques naturels prévisibles au recueil des actes administratifs du (ou des) département(s).

Publication du projet de plan d'exposition aux risques naturels prévisibles au recueil des actes administratifs du (ou des) département(s). Les textes ne prévoient pas d'autres mesures de publication du P.E.R. rendu public ; néanmoins, il est souhaitable, d'une part, de publier des avis dans la presse régionale ou locale afin d'assurer une publicité très large de l'opération et, d'autre part, que les services instructeurs se mettent à la disposition du public pour lui fournir toutes les explications nécessaires.

L'acte approuvant le P.E.R. fait l'objet :

- d'une mention au *Journal officiel* de la République française s'il s'agit d'un décret en Conseil d'Etat ;
- d'une mention au recueil des actes administratifs des départements concernés, s'il s'agit d'un arrêté du préfet du département ou d'un arrêté conjoint.

Ces arrêtés font l'objet d'une mention en caractères apparents dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le ou les départements concernés.

Une copie de l'acte d'approbation est affichée en mairie.

Pour l'application de l'article 5-1 de la loi du 13 juillet 1982, la publication du plan est réputée faite le trentième jour pour l'affichage en mairie de l'acte d'approbation.

Le P.E.R. est opposable aux tiers dès l'exécution de la dernière mesure de publicité de l'acte l'ayant approuvé.

Le plan approuvé et l'ensemble des documents de la procédure relatifs à chaque commune sont tenus à la disposition du public en préfecture et en mairie (mention de ces mesures de publicité et des lieux où les documents peuvent être consultés est faite avec l'affichage de l'acte d'approbation en mairie (art. 9 du décret).

## III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

La servitude d'utilité publique constituée par le P.E.R. est opposable à toute personne publique ou privée.

### A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

#### 1° Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Néant.

#### 2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Il n'existe pas d'obligations de faire *stricto sensu*, mais des incitations à faire qui conditionnent la possibilité de bénéficier de la garantie ouverte par la loi du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des propriétaires victimes de catastrophes naturelles. Ainsi, le règlement du P.E.R. peut assujettir les particuliers à la réalisation de travaux ou ouvrages destinés à diminuer les risques.

En outre, des mesures de prévention peuvent être imposées aux biens existants antérieurement à la publication du P.E.R. (délai de 5 ans pour s'y conformer) mais elles ne peuvent imposer des travaux dont le coût excède 10 p. 100 de la valeur vénale des biens concernés (art. 6 du décret).

Cependant, dans le cas où la totalité des mesures entraînerait un coût supérieur à cette valeur, il y a lieu d'étudier l'efficacité des mesures partielles et éventuellement de prescrire que celles-ci ne constituent plus une obligation pour pouvoir continuer à bénéficier des garanties, en cas de survenance d'une catastrophe naturelle.

## B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

### 1° Obligations passives

Réglementation de toute occupation ou utilisation physique du sol, quelle que soit la nature des bâtiments, des installations ou des travaux, autres que les biens de l'Etat, qu'ils soient exposés directement à un risque ou susceptibles de l'aggraver, soumis ou non à un régime d'autorisation ou de déclaration en application de législations extérieures à la loi du 13 juillet 1982, assurés ou non, permanents ou non.

Interdiction ou réglementation pour chacune des zones « rouge » et « bleue » des diverses occupations et utilisations du sol, en raison de leur degré d'exposition aux risques ou du caractère aggravant qu'elles constituent.

Le règlement du P.E.R. précise les diverses catégories entrant dans le champ d'application et parmi celles-ci notamment : les bâtiments de toute nature, les terrains de camping et de caravanage, les murs et clôtures, les équipements de télécommunication et de transport d'énergie, les plantations, les dépôts de matériaux, les exhaussements et affouillements, les aires de stationnement, les démolitions de toute nature, les méthodes culturales...

Interdiction de droit, en zone « rouge », de construire tout bâtiment soumis ou non à permis de construire, cette zone étant inconstructible en application de l'article 5 de la loi du 13 juillet 1982.

Application du code forestier pour les coupes et abattages d'arbres et défrichements dans la mesure où cette réglementation est adaptée à la prévention des risques naturels.

Le respect des dispositions des P.E.R. conditionne la possibilité de bénéficier de la réparation des dommages matériels directement occasionnés par l'intensité anormale d'un agent naturel, conformément à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 13 juillet 1982.

### 2° Droits résiduels du propriétaire

Possibilité d'entreprendre les travaux d'entretien et de gestion normaux des bâtiments implantés antérieurement ou encore les travaux susceptibles de réduire les conséquences du risque, ainsi que les autres occupations et utilisations du sol compatibles avec l'existence du risque notamment industriel correspondant à l'exercice d'une activité saisonnière.

Cette possibilité concerne évidemment les biens et activités implantés en zone « rouge ».

**LOI N° 82-600 DU 13 JUILLET 1982****relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles**

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1<sup>er</sup>. - Les contrats d'assurance, souscrits par toute personne physique ou morale autre que l'Etat et garantissant les dommages d'incendie ou tous autres dommages à des biens situés en France, ainsi que les dommages aux corps de véhicules terrestres à moteur, ouvrent droit à la garantie de l'assuré contre les effets des catastrophes naturelles sur les biens faisant l'objet de tels contrats.

En outre, si l'assuré est couvert contre les pertes d'exploitation, cette garantie est étendue aux effets des catastrophes naturelles, dans les conditions prévues au contrat correspondant.

Sont considérés comme les effets des catastrophes naturelles, au sens de la présente loi, les dommages matériels directs ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises.

L'état de catastrophe naturelle est constaté par arrêté interministériel.

Art. 2. - Les entreprises d'assurance doivent insérer dans les contrats visés à l'article 1<sup>er</sup> une clause étendant leur garantie aux dommages visés au troisième alinéa dudit article.

La garantie ainsi instituée ne peut excepter aucun des biens mentionnés au contrat ni opérer d'autre abatement que ceux qui seront fixés dans les clauses types prévues à l'article 3.

Elle est couverte par une prime ou cotisation additionnelle, individualisée dans l'avis d'échéance du contrat visé à l'article 1<sup>er</sup> et calculée à partir d'un taux unique défini par arrêté pour chaque catégorie de contrat. Ce taux est appliqué au montant de la prime ou cotisation principale ou au montant des capitaux assurés, selon la catégorie de contrat.

Les indemnisations résultant de cette garantie doivent être attribuées aux assurés dans un délai de trois mois à compter de la date de remise de l'état estimatif des biens endommagés ou des pertes subies, sans préjudice de dispositions contractuelles plus favorables ou de la date de publication, lorsque celle-ci est postérieure, de la décision administrative constatant l'état de catastrophe naturelle.

Art. 3. - Dans un délai d'un mois à compter de la date de publication de la présente loi, les contrats visés à l'article 1<sup>er</sup> sont réputés, nonobstant toute disposition contraire, contenir une telle clause.

Des clauses types réputées écrites dans ces contrats sont déterminées par arrêté avant cette date.

Art. 4. - L'article L. 431-3 du code des assurances est complété par les dispositions suivantes :

« La caisse centrale de réassurance est habilitée à pratiquer les opérations de réassurance des risques résultant de catastrophes naturelles, avec la garantie de l'Etat, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. »

Art. 5. - I. - L'Etat élabore et met en application des plans d'exposition aux risques naturels prévisibles, qui déterminent notamment les zones exposées et les techniques de prévention à y mettre en œuvre tant par les propriétaires que par les collectivités ou les établissements publics. Ces plans sont élaborés et révisés dans des conditions définies par décret en Conseil d'Etat. Ils valent servitude d'utilité publique et sont annexés au plan d'occupation des sols, conformément à l'article L. 123-10 du code de l'urbanisme.

Dans les terrains classés inconstructibles par un plan d'exposition, l'obligation prévue au premier alinéa de l'article 2 ne s'impose pas aux entreprises d'assurance à l'égard des biens et des activités visés à l'article 1<sup>er</sup>, à l'exception, toutefois, des biens et des activités existant antérieurement à la publication de ce plan.

Cette obligation ne s'impose pas non plus aux entreprises d'assurance à l'égard des biens immobiliers construits et des activités exercées en violation des règles administratives en vigueur lors de leur mise en place et tendant à prévenir les dommages causés par une catastrophe naturelle.

Les entreprises d'assurance ne peuvent toutefois se soustraire à cette obligation que lors de la conclusion initiale ou du renouvellement du contrat.

A l'égard des biens et des activités situés dans les terrains couverts par un plan d'exposition, qui n'ont cependant pas été classés inconstructibles à ce titre, les entreprises d'assurance peuvent exceptionnellement déroger aux dispositions de l'article 2, deuxième alinéa, sur décision d'un bureau central de tarification, dont les conditions de constitution et les règles de fonctionnement sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

A l'égard des biens et activités couverts par un plan d'exposition et implantés antérieurement à sa publication, la même possibilité de dérogation pourra être ouverte aux entreprises d'assurance lorsque le propriétaire ou l'exploitant ne se sera pas conformé dans un délai de cinq ans aux prescriptions visées au premier alinéa du présent article.

Le bureau central de tarification fixe des abattements spéciaux dont les montants maxima sont déterminés par arrêté, par catégorie de contrat.

Lorsqu'un assuré s'est vu refuser par trois entreprises d'assurance l'application des dispositions de la présente loi, il peut saisir le bureau central de tarification, qui impose à l'une des entreprises d'assurance concernées, que choisit l'assuré, de le garantir contre les effets des catastrophes naturelles.

Toute entreprise d'assurance ayant maintenu son refus de garantir un assuré dans les conditions fixées par le bureau central de tarification, est considérée comme ne fonctionnant plus conformément à la réglementation en vigueur et encourt le retrait de l'agrément administratif prévu à l'article L. 321-1 du code des assurances.

Est nulle toute clause des traités de réassurance tendant à exclure le risque de catastrophe naturelle de la garantie de réassurance en raison des conditions d'assurance fixées par le bureau central de tarification.

II. — Les salariés résidant ou habituellement employés dans une zone touchée par une catastrophe naturelle peuvent bénéficier d'un congé maximum de vingt jours non rémunérés, pris en une ou plusieurs fois, à leur demande, pour participer aux activités d'organismes apportant une aide aux victimes de catastrophes naturelles.

En cas d'urgence, ce congé peut être pris sous préavis de vingt-quatre heures.

Le bénéfice du congé peut être refusé par l'employeur s'il estime que ce refus est justifié par des nécessités particulières à son entreprise et au fonctionnement de celle-ci. Ce refus doit être motivé. Il ne peut intervenir qu'après consultation du comité d'entreprise ou d'établissement ou, à défaut, des délégués du personnel.

Art. 6. — Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux départements d'outre-mer. Une loi ultérieure fixera un régime adapté aux particularités de ces départements.

Art. 7. — Sont exclus du champ d'application de la présente loi les dommages causés aux récoltes non engrangées, aux cultures, aux sols et au cheptel vif hors bâtiment, dont l'indemnisation reste régie par les dispositions de la loi n° 64-706 du 10 juillet 1964 modifiée organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles.

Sont exclus également du champ d'application de la présente loi les dommages subis par les corps de véhicules aériens, maritimes, lacustres et fluviaux ainsi que les marchandises transportées et les dommages visés à l'article L. 242-1 du code des assurances.

Les contrats d'assurance garantissant les dommages mentionnés aux alinéas précédents ne sont pas soumis au versement de la prime ou cotisation additionnelle.

Art. 8. — L'article L. 121-4 du code des assurances est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L. 121-4. — Celui qui est assuré auprès de plusieurs assureurs par plusieurs polices, pour un même intérêt, contre un même risque, doit donner immédiatement à chaque assureur connaissance des autres assureurs.

« L'assuré doit, lors de cette communication, faire connaître le nom de l'assureur avec lequel une autre assurance a été contractée et indiquer la somme assurée.

« Quand plusieurs assurances contre un même risque sont contractées de manière dolosive ou frauduleuse, les sanctions prévues à l'article L. 121-3, premier alinéa, sont applicables.

« Quand elles sont contractées sans fraude, chacune d'elles produit ses effets dans les limites des garanties du contrat et dans le respect des dispositions de l'article L. 121-1, quelle que soit la date à laquelle l'assurance aura été souscrite. Dans ces limites, le bénéficiaire du contrat peut obtenir l'indemnisation de ses dommages en s'adressant à l'assureur de son choix.

« Dans les rapports entre assureurs, la contribution de chacun d'eux est déterminée en appliquant au montant du dommage le rapport existant entre l'indemnité qu'il aurait versée s'il avait été seul et le montant cumulé des indemnités qui auraient été à la charge de chaque assureur s'il avait été seul. »

Art. 9. — Dans l'article L. 111-2 du code des assurances, les termes : « L. 121-4 à L. 121-8 » sont remplacés par les termes : « L. 121-5 à L. 121-8 ».

Art. 10. — Les deux derniers alinéas de l'article L. 121-4 du code des assurances sont applicables aux contrats en cours nonobstant toute disposition contraire.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 13 juillet 1982.

**DÉCRET N° 84-328 DU 3 MAI 1984****relatif à l'élaboration des plans d'exposition aux risques naturels prévisibles**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et du budget et du ministre de l'intérieur et de la décentralisation,

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes des catastrophes naturelles, et notamment son article 5 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. - L'établissement et la révision des plans d'exposition aux risques naturels prévus à l'article 5 de la loi du 13 juillet 1982 susvisée sont prescrits par arrêté du commissaire de la République du département.

Lorsque le périmètre mis à l'étude s'étend sur plusieurs départements, l'arrêté est pris conjointement par les commissaires de la République de ces départements ; l'arrêté précise celui des commissaires de la République qui est chargé de conduire la procédure.

Art. 2. - L'arrêté prescrivant l'établissement d'un plan d'exposition aux risques naturels prévisibles détermine le périmètre mis à l'étude et la nature des risques qui sont pris en compte ; il désigne le service extérieur de l'Etat qui sera chargé d'instruire le projet.

Les communes dont le territoire est inclus dans le périmètre sont saisies, pour avis, du projet d'arrêté. Cet avis est réputé favorable passé le délai de deux mois qui suit leur saisine.

L'arrêté est transmis aux maires de ces communes ; il est publié au Recueil des actes administratifs du ou des départements.

Art. 3. - Le plan d'exposition aux risques naturels prévisibles comprend :

- 1° Un rapport de présentation ;
- 2° Un ou plusieurs documents graphiques ;
- 3° Un règlement.

Art. 4. - Le rapport de présentation :

- 1° Enonce les caractéristiques des risques naturels prévisibles étudiés et en précise la localisation sur le territoire communal ;
- 2° Justifie les prescriptions du ou des documents graphiques et du règlement compte tenu de l'importance des risques que des occupations ou utilisations susceptibles de les aggraver ou d'en aggraver les effets.

Il peut, également, indiquer les équipements collectifs dont le fonctionnement peut être perturbé gravement ou interrompu par la survenance d'une catastrophe naturelle.

Art. 5. - Le ou les documents graphiques délimitent à l'intérieur du périmètre du plan :

- 1° Une zone « rouge » estimée très exposée et où certains risques naturels sont particulièrement redoutables ; cette zone est inconstructible en application de l'article 5 de la loi du 13 juillet 1982 susvisée ; toutefois peuvent y être autorisés les aménagements destinés à assurer la protection des constructions existantes ;
- 2° Une zone « bleue » exposée à des risques moindres ;
- 3° Une zone « blanche » sans risques prévisibles.

Art. 6. - I. - Le règlement détermine les occupations ou utilisations du sol qui sont interdites dans chacune des zones « rouge » et « bleue ».

II. - Il détermine, pour la zone « bleue », les mesures de nature à prévenir les risques, à en réduire les conséquences ou à les rendre supportables tant à l'égard des biens et activités implantés antérieurement à la publication du plan que de tous les biens et activités qui peuvent y être implantés. Ces mesures peuvent être définies par référence à des documents techniques préétablis.

Les mesures définies à l'alinéa précédent tiennent compte de l'opportunité économique ; elles peuvent différer selon qu'elles s'appliquent à des biens et activités existants ou en projet.

L'exécution des mesures de prévention prévues par le plan d'exposition aux risques naturels prévisibles concernant les biens existant antérieurement à la publication de ce plan ne peuvent entraîner un coût supérieur à 10 p. 100 de la valeur vénale des biens concernés.

Art. 7. - Le commissaire de la République adresse, pour avis, l'ensemble du projet de plan d'exposition aux risques naturels prévisibles aux communes concernées. Lorsque ces avis ont été recueillis, ou réputés acquis, le projet de plan, éventuellement modifié pour en tenir compte, est rendu public par arrêté du commissaire de la République du département ou, dans le cas prévu à l'article 1<sup>er</sup>, par arrêté conjoint.

Le projet de plan est alors soumis à une enquête publique dans les formes prévues par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique. L'enquête s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale et du secret industriel.

A l'issue de l'enquête, le projet de plan accompagné des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête est soumis, pour avis, aux conseils municipaux concernés.

Les avis des conseils municipaux prévus au présent article sont réputés favorables passé le délai de deux mois qui suit leur saisine.

Art. 8. - Le plan d'exposition aux risques naturels prévisibles, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête et des avis des conseils municipaux, est approuvé par arrêté du ou des commissaires de la République de département.

En cas d'avis défavorable du commissaire enquêteur, de la commission d'enquête ou d'un conseil municipal, le plan est approuvé par décret en Conseil d'Etat après avis du délégué aux risques majeurs.

Art. 9. - L'acte approuvant un plan d'exposition aux risques naturels prévisibles fait l'objet :

1° D'une mention au *Journal officiel* de la République française s'il s'agit d'un décret en Conseil d'Etat ;

2° D'une mention au Recueil des actes administratifs des départements concernés s'il s'agit d'un arrêté d'un commissaire de la République ou d'arrêtés conjoints. Dans ce cas, ces arrêtés font l'objet d'une mention en caractères apparents dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le ou les départements concernés.

Une copie de l'acte d'approbation est ensuite affichée en mairie.

Pour l'application des dispositions de l'article 51 de la loi du 13 juillet 1982 susvisée, la publication du plan est réputée faite le 30<sup>e</sup> jour d'affichage en mairie de l'acte d'approbation.

Ce plan approuvé et l'ensemble des documents de la procédure relatifs à chaque commune sont tenus à la disposition du public en préfecture et en mairie. Mention de ces mesures de publicité et des lieux où les documents peuvent être consultés est faite avec l'affichage de l'acte d'approbation prévu à l'alinéa précédent.

Art. 10. - Le 13 du IV de la liste des servitudes d'utilité publique affestant l'utilisation du sol annexée à l'article R. 126-I du code de l'urbanisme est complété par les dispositions suivantes :

« Servitudes résultant des plans d'exposition aux risques naturels prévisibles et instituées en application de l'article 5-1, premier alinéa, de la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982. »

Art. 11. - Le ministre de l'économie, des finances et du budget, le ministre de l'intérieur et de la décentralisation, le ministre de l'agriculture, le ministre de l'industrie et de la recherche, le ministre de l'urbanisme et du logement et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la qualité de la vie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 mai 1984.

---